

Vision à long terme du financement FRI



EDITORIAL DE EVA HERZOG // CONSEILLÈRE AUX ETATS, MEMBRE DU BUREAU DU TEAM POLITIQUE FUTURE

La Suisse est exclue du programme-cadre de l'UE «Horizon Europe». Les mesures transitoires décidées et en partie mises en œuvre par le Conseil fédéral tentent d'en atténuer les effets. Ces mesures sont financées par le crédit d'engagement déjà alloué par le Parlement, mais les tranches annuelles représentent à peine la moitié des fonds prévus. Outre la perte financière, la réputation des scientifiques et des PME suisses est affaiblie en raison de leur exclusion de la compétition internationale et l'attractivité de nos hautes écoles diminue insidieusement. Déjà, des chercheuses et des chercheurs envisagent de quitter la Suisse.

Que faire ? Même si nous avons des soutiens au sein de l'UE, en particulier de l'Allemagne et de l'Autriche, les négociations avec la Commission européenne sur les relations bilatérales sont bloquées. Le Conseil fédéral est appelé à débloquer la situation avec des propositions constructives.

Le Parlement ne peut actuellement faire qu'une chose pour la place scientifique suisse: mettre suffisamment de moyens à disposition pour les mesures transitoires et complémentaires. Nous devons aussi continuer de prévoir les contributions obligatoires pour Horizon Europe dans le budget 2023 et dans la planification financière jusqu'en 2026 – même si les dépenses cumulées devaient dépasser le niveau du crédit d'engagement – et, si nécessaire, accepter d'augmenter notre crédit d'engagement.

P. 2

HORIZON EUROPE

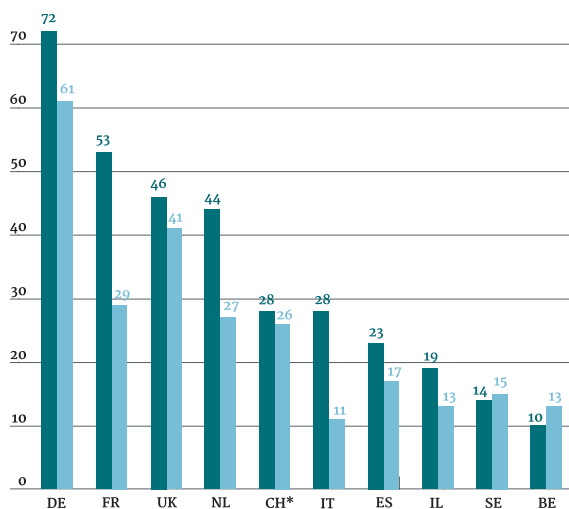
Les cantons et le Parlement se mobilisent

Le programme-cadre de recherche et d'innovation de l'UE «Horizon Europe» est actuellement à sa deuxième des sept années du programme. Une association prochaine de la Suisse n'est pas prévue et les préjudices de son exclusion augmentent chaque jour. Le Parlement et les cantons se mobilisent pour préserver l'excellent niveau du pôle suisse de recherche et d'innovation.

P. 3

FAITS & CHIFFRES

ERC: sans exclusion, la Suisse serait dans le top 5



P. 4

HORIZON EUROPE

Le Conseil fédéral a décidé de nouvelles mesures

RELÈVE ACADÉMIQUE

Faut-il plus de postes fixes?

Impressum

Münstergasse 64/66, 3011 Berne / T +41 31 351 88 46
info@netzwerk-future.ch, www.netzwerk-future.ch
La reproduction des articles est autorisée avec l'indication de la source. // © Netzwerk FUTURE 2022

HORIZON EUROPE

Les cantons et le Parlement se mobilisent

Le programme-cadre de recherche et d'innovation de l'UE « Horizon Europe » est actuellement à sa deuxième des sept années du programme. Une association prochaine de la Suisse n'est pas prévue et les préjudices de son exclusion augmentent chaque jour. Le Parlement et les cantons se mobilisent pour préserver l'excellent niveau du pôle suisse de recherche et d'innovation.

La Suisse est depuis le début du neuvième programme-cadre de recherche et d'innovation de l'UE un pays tiers non associé. De nombreuses portes lui sont fermées dans le domaine de la coopération en matière de recherche et d'innovation. Une association prochaine n'est pas prévue et les préjudices causés par l'exclusion augmentent chaque jour. Pour l'heure, les mesures transitoires (p. 4) atténuent les retombées négatives au niveau financier. Mais pour Yves Flückiger, président de swissuniversities et recteur de l'Université de Genève, «tous ces efforts sont nécessaires et louables, mais ils ne doivent pas occulter l'ampleur de la perte d'attractivité vis-à-vis des jeunes talents et pour le pôle de recherche et d'innovation suisse, moteur de notre prospérité». La réputation de la Suisse en tant que partenaire fiable est aussi affaiblie.

«La perte d'attractivité vis-à-vis des jeunes talents est importante.»

Cantons et Parlement mobilisés

Le Parlement et les cantons se mobilisent pour que les esprits les plus brillants ne quittent pas la Suisse et que les hautes écoles et les institutions de recherche suisses restent en mesure d'attirer de nouveaux talents de l'étranger. Au second semestre 2021, les cantons de Genève, Bâle-Ville et Bâle-Campagne ont déposé des initiatives cantonales qui demandent au Conseil fédéral de prendre les mesures nécessaires pour que la Suisse soit rapidement associée à Horizon Europe. Les Commissions de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) des deux Chambres ont donné suite aux initiatives des deux Bâle. «Nous voyons bien en effet que la perspective d'une association rapide s'est éloignée, constate Luciana Vaccaro, rectrice de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale et présidente de la chambre des HES de swissuniversities. Il est donc légitime que certains se posent la question de mesures alternatives, même si cela ne doit

en aucun cas remplacer l'objectif de l'association pleine et entière.»

Programme suisse pour l'excellence

En effet, le Parlement réfléchit à une telle solution. Une motion de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N), actuellement en suspens, demande des «mesures urgentes en faveur du pôle suisse de recherche, de formation et d'innovation». Récemment, la CSEC-N a adopté à l'unanimité une motion demandant au Conseil fédéral de créer un «programme suisse pour l'excellence dans la recherche et l'innovation». Ce programme doit notamment instaurer de nouveaux instruments d'encouragement et garantir des conditions-cadres pour attirer les meilleurs scientifiques et les meilleures startup au monde.

«Nous les acteurs FRI, nous mettons notre expérience à disposition.»

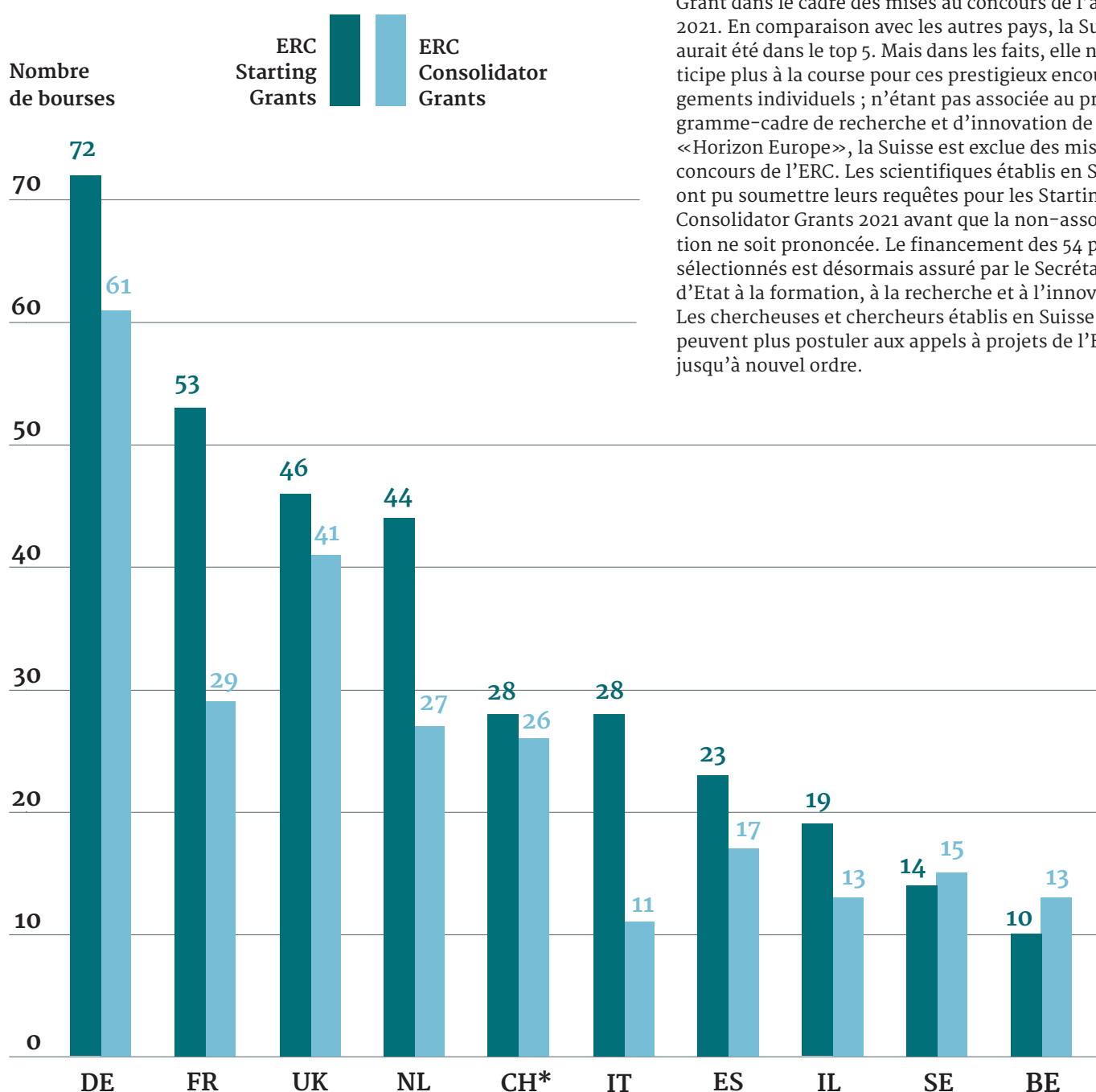
Des efforts supplémentaires à prévoir

Le Conseil fédéral recommande de rejeter cette motion. Il met en avant les mesures transitoires déjà en œuvre et celles prévues, dans le cadre desquelles la Confédération peut financer directement des projets. Les organisations d'encouragement de la recherche et de l'innovation et les hautes écoles suisses soutiennent la motion de la commission sur le principe. Elles soulignent que de grands efforts supplémentaires devraient être entrepris pour maintenir l'excellence de la place scientifique suisse. «Nous les acteurs FRI, nous mettons notre expérience à disposition pour concevoir et mettre en œuvre les mesures les plus efficaces, affirme Angelika Kalt, directrice du Fonds national suisse. Nous disposons du savoir-faire et connaissons les besoins des scientifiques et des entreprises innovantes.»

Le Réseau FUTURE recommande d'adopter la motion 22.3375 de la CSEC-N «Programme suisse pour l'excellence dans la recherche et l'innovation».

FAITS & CHIFFRES

Bourses du Conseil européen de la recherche (ERC)
2021: comparaison entre les pays



ERC: sans exclusion, la Suisse serait dans le top 5

Le Conseil européen de la recherche (ERC) aurait sélectionné 28 projets de recherche suisses pour un Starting Grant et 26 projets pour un Consolidator Grant dans le cadre des mises au concours de l'année 2021. En comparaison avec les autres pays, la Suisse aurait été dans le top 5. Mais dans les faits, elle ne participe plus à la course pour ces prestigieux encouragements individuels ; n'étant pas associée au programme-cadre de recherche et d'innovation de l'UE «Horizon Europe», la Suisse est exclue des mises au concours de l'ERC. Les scientifiques établis en Suisse ont pu soumettre leurs requêtes pour les Starting et Consolidator Grants 2021 avant que la non-association ne soit prononcée. Le financement des 54 projets sélectionnés est désormais assuré par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation. Les chercheuses et chercheurs établis en Suisse ne peuvent plus postuler aux appels à projets de l'ERC jusqu'à nouvel ordre.

* Les projets de recherche déposés depuis la Suisse ont encore été examinés avant que le statut de la Suisse en tant que pays tiers non associé ne soit établi. Le financement est assuré par la Confédération (via le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation).

HORIZON EUROPE

Le Conseil fédéral a décidé de nouvelles mesures

Face à la non-association de la Suisse au programme-cadre de l'UE «Horizon Europe» (2021-2027), le Conseil fédéral a approuvé de nouvelles mesures transitoires pour la fin 2022. Comme en 2021, il charge le Fonds national suisse et Innosuisse de créer des offres d'encouragement analogues à celles du Conseil européen de la recherche (ERC) et du Conseil européen de l'innovation (EIC). Dans ce cadre, les scientifiques et les PME suisses peuvent recevoir un financement direct de la Confédération. De plus, le Conseil fédéral a décidé de prendre des mesures transitoires pour les domaines stratégiques du calcul à haute performance, de la recherche quantique et de l'espace, dont la Suisse est exclue. En outre et indépendamment d'une association, le Conseil fédéral veut développer les réseaux de recherche internationaux et lancer une initiative nationale sur l'informatique quantique. Il prévoit d'investir 15 millions de francs pour les coopérations de recherche et 10 millions de francs pour le domaine quantique en 2023 et 2024.

RELÈVE ACADÉMIQUE

Faut-il plus de postes fixes?

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) veut charger le Conseil fédéral de faire la lumière sur les thèmes de la précarité, de l'égalité et de la relève académique dans le corps intermédiaire des hautes écoles suisses. Par 15 voix contre 10, elle a adopté le postulat «Pour l'égalité des chances et l'encouragement de la relève académique». Un rapport doit notamment déterminer si un nombre important de postes fixes peuvent être créés pour les scientifiques après le doctorat. La CSEC-N réagit ainsi à deux pétitions exigeant plus de postes fixes dans le milieu académique. La minorité rejette le postulat car elle estime que les mesures des hautes écoles universitaires sont suffisantes. Celles-ci ont déjà augmenté le nombre de professeur-e-s assistant-e-s avec «tenure track» (soit avec prétitularisation conditionnelle), créé des postes supplémentaires à durée indéterminée en dessous du poste de professeur et misent sur une meilleure structuration de la phase postdoctorale.

EN BREF

Swiss Accelerator» lancé

Innosuisse lance le «Swiss Accelerator». Il s'agit d'une mesure transitoire pour l'instrument d'encouragement «Accelerator» du Conseil européen de l'innovation, auquel les start-up et les PME suisses n'ont pas accès en raison de la non-association de la Suisse au programme-cadre européen Horizon Europe. Les entreprises peuvent ensuite demander des aides financières directes pour leurs projets individuels.

SWEET: 4^e appel d'offre

L'Office fédéral de l'énergie a lancé le quatrième appel d'offre dans le cadre du programme de recherche énergétique Swiss Energy Research for the Energy Transition (SWEET). Le thème principal s'intitule «Co-évolution du système énergétique et de la société suisse et sa représentation dans des simulations coordonnées». Un partenariat de recherche sera financé pendant 10 ans avec un budget de 10 millions de francs.

En tête des demandes de brevets

En 2021, l'Office européen des brevets (OEB) a reçu 8'442 demandes de brevets provenant de la Suisse – soit 3,9% de plus que l'année précédente. Avec 969 brevets par million d'habitantes et d'habitants, la Suisse est largement en tête du classement des demandes de brevets par rapport à la population.

Adhésion à six infrastructures de recherche

Le Conseil fédéral a transmis au Parlement le message relatif à l'adhésion de la Suisse à six réseaux européens de recherche. Actuellement, la Suisse participe dans le cadre du «European Research Infrastructure Consortium» (ERIC) à huit de ces infrastructures de recherche en tant qu'observatrice. Une adhésion permet aux chercheuses et chercheurs en Suisse d'exploiter pleinement le potentiel de la coopération internationale.